



UNION DEPARTEMENTALE C.G.T. DE LA SARTHE

4, RUE D'ARCOLE – 72000 LE MANS
TEL. 02.43.14.19.19. – FAX. 02.43.14.19.00
e-mail : ud-cgt72@wanadoo.fr
Site Internet : ud72.reference-syndicale.fr



**Justice sociale, refus de la xénophobie et solidarité internationale,
TOUS DANS LA RUE LE 1^{er} MAI 2017 !**

Rassemblement à 10H30 Place de la République au Mans

L'instabilité grandissante qui règne sur notre planète avec une recrudescence de conflits armés, une crise écologique, un écart toujours plus important entre les 1% les plus riches qui détiennent autant que 99% de la population, ne peut que renforcer notre détermination à lutter pour plus de justice sociale et pour une meilleure répartition des richesses créées par le travail.

Ce 1^{er} mai 2017 sera donc un nouveau temps fort où les salariés, retraités et privés d'emploi pourront exprimer leurs revendications, que ce soit sur l'emploi, les salaires et pensions, une nouvelle réduction du temps de travail à 32H00, la défense des services publics, de l'industrie ou encore une protection sociale de haut niveau...

Dans toutes les entreprises les salariés doivent s'organiser pour être plus forts face à un patronat largement servi par les choix gouvernementaux (pacte de responsabilité, Crédit Impôts Compétitivité Emploi), mais qui nous demande toujours plus de sacrifices.

Les mobilisations en Sarthe contre les fermetures de bureaux de Poste, contre la réorganisation du service public des routes imposée par le Conseil Départemental, contre l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, sans oublier l'action des salariés de la métallurgie pour une convention de haut niveau, montrent la voie à suivre. Il s'agit d'une liste non exhaustive qui démontre que des salariés ont décidé de ne pas subir et d'agir...alors pourquoi pas vous ?

La CGT réaffirme ses exigences :

- ▶ revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux ;
- ▶ contrôler les aides publiques aux entreprises ;
- ▶ contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements ;
- ▶ suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires ;
- ▶ stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans ;
- ▶ développer les politiques publiques et les moyens des services publics ;
- ▶ réformer la fiscalité en profondeur ;
- ▶ créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits ;
- ▶ taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux ;
- ▶ mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

Un peu d'histoire :

Le 1^{er} mai trouve son origine en 1886 dans les tragiques événements de Chicago où une révolte ouvrière pour obtenir la journée de 8H00, fut écrasée féroceement par la police.

Le 20 juillet 1889, les pionniers du syndicalisme réunis à Paris pour le centenaire de la révolution décidèrent de faire du 1^{er} mai un jour de lutte internationale avec comme objectif principal de réduire légalement la journée de travail à 8 heures.

Des luttes aux urnes, exigeons plus de justice sociale !

A l'occasion des prochaines échéances électorales, l'Union Départementale CGT souhaite s'inviter dans le débat électoral en réaffirmant l'urgence à agir pour que les questions sociales trouvent une place prépondérante dans le débat public. Parlons du social plutôt que des affaires !

La Sarthe s'illustre de mauvaise manière avec le candidat Fillon empêtré dans de nombreuses affaires, dont l'emploi présumé fictif de sa femme Pénélope. Cela accrédite l'idée très répandue du « tous pourris », dont l'extrême droite tire profit.

D'ailleurs, d'après Marine Le Pen, seul son parti aurait les « mains propres » alors que tous les autres cumuleraient les « magouilles ». En fait, c'est plutôt l'inverse qui est vrai. Une enquête sur les condamnations et mises en examen du FN montre qu'entre 1997 et 2012, 15,68% des élus de ce parti d'extrême droite ont été condamnés ou mis en examen. Il s'agit d'un chiffre très éloigné des 3,12% des élus de droite dans le même cas, des 1,94% des élus socialistes et des 0,35% des élus nationaux.

De tous temps, l'extrême droite sert les intérêts du capital en cherchant à diviser pour mieux régner. Le Front National ne s'emploie qu'à cela : les travailleurs français contre les immigrés, les salariés du privé contre ceux du public, les travailleurs contre les soi-disant assistés.

Social le programme du Front National ? Baisse des dépenses publiques, fin des 35H00, « assouplissement » du code du travail, attaques contre les syndicats, chacun peut juger du caractère « social » de ces propositions.

Lutter efficacement contre le développement des idées d'extrême droite suppose la mise en œuvre d'une politique sociale qui se donne pour priorité l'augmentation des salaires et pensions, le passage aux 32H00, le développement des services publics, de l'industrie sans oublier bien sûr une protection sociale de haut niveau.

François Hollande, élu Président de la République en 2012 déclarant que son adversaire était la finance, a malheureusement tourné le dos aux engagements pris devant les français, préférant satisfaire aux intérêts du patronat plutôt que de répondre à l'urgence sociale. Tous ces renoncements sèment une colère et une désillusion légitime favorisant la montée des idées d'extrême droite.

Que dire aussi des candidats qui proposent toujours les mêmes recettes, à savoir la suppression du nombre de fonctionnaires, un nouveau report de l'âge légal de départ à la retraite, la remise en cause du droit syndical, etc...Des politiques d'austérité déjà mises en œuvre par les gouvernements successifs qui n'ont fait qu'aggraver le chômage et creuser les inégalités.

Mobilisons-nous dans nos entreprises pour imposer des mesures de progrès social, utilisons le droit de vote pour prolonger nos mobilisations.

S'il est nécessaire de participer à ce moment de démocratie que sont les élections politiques, n'oubliez jamais que de toute façon seule l'action collective et permanente des salariés, retraités et privés d'emploi permettra la satisfaction de nos revendications.

L'Union Départementale CGT se félicite des luttes en cours sur notre département pour exiger plus de services publics, l'amélioration de notre système de santé et protection sociale, un véritable développement industriel.

Des luttes aux urnes, exigeons plus de justice sociale